

# RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE : LA BATAILLE DE LA MÉMOIRE

JEAN ORTIZ \*

*La mémoire «roja» des Républicains espagnols est obstinée. Ensevelie pendant six décennies d'écrasement, de négation, de terreur, puis par un «pacte du silence et de l'oubli», elle refait aujourd'hui vigoureusement surface, engendre passions et conflits, porte en elle une exigence de justice et de vérité. Le retour de mémoire se heurte à un néo-franquisme encore puissant, notamment parce qu'il rappelle le «génocide» originel, parce qu'il remet en cause la «transition post-franquiste», un temps mythifiée, et finalement la légitimité de la monarchie. Comme en a témoigné l'affaire du juge Garzon, il renvoie à des enjeux politiques et idéologiques plus actuels que jamais.*

« Se souvenir est un devoir »  
(Primo Levi)

Depuis une quinzaine d'années, la société espagnole est secouée par un conflit mémoriel non résolu, malgré un vigoureux retour de la mémoire «rouge», hier encore refoulée. Il s'agit en quelque sorte d'oublier l'oubli, de mettre en échec la stratégie consensuelle de la «desmemoria». Le coup de force militaire du 18 juillet 1936, la guerre sanglante qu'il provoqua, et la longue dictature franquiste qui s'ensuivit avaient à la fois enfoui et criminalisé la mémoire des Républicains espagnols. On assiste depuis lors à une réémergence de cette mémoire quasi clandestine et à une violente réaction des héritiers idéologiques des vainqueurs. Selon l'historien anglo-saxon Paul Preston, « la guerre civile espagnole se livre, à nouveau, sur le papier »<sup>1</sup>.

---

\* UNIVERSITÉ DE PAU

Coord. de *Rouges maquis*, éd. Atlantica, et co-auteur de nombreux documentaires (creav prod. 05 59 90 34 90)

<sup>1</sup> Paul Preston, *La guerra civil española*, Barcelona, Debate, 2006, p. 26.

En octobre 2000, Emilio Silva et un groupe de spécialistes, ouvraient, en présence des médias, une fosse commune, où gisait son grand-père, fusillé par les franquistes en 1936 dans le Bierzo (Léon)<sup>2</sup>. Ainsi naissait, en marge des partis politiques, un mouvement citoyen inédit : le MRMH (Mouvement de Récupération de la Mémoire Historique). Puis d'autres collectifs apparaîtront (le « Foro por la Memoria » du PCE, la « Federación de Foros », etc.) À ce jour, ils ont localisé 2 052 fosses, exhumé 5 277 corps. Chaque fosse ouverte referme des blessures encore à vif. Ces quinze années de mouvement « récupérationniste » ont modifié l'état d'esprit d'une opinion publique qui se prononce aujourd'hui à 59,2 % pour ouvrir une enquête sur les crimes franquistes impunis<sup>3</sup>.

Il a fallu attendre près de soixante ans pour que l'on parle en Espagne de « mémoire historique ». Si ce concept ne fait pas l'unanimité entre historiens, il nous semble cependant le plus adapté afin d'articuler mémoire et histoire. Paul Ricoeur plaide pour une sorte de fécondation mutuelle entre les deux termes, pour « une politique de la juste mémoire »<sup>4</sup>. L'Espagne démocratique a échappé de peu à un « mémoricide ». La plupart des acteurs de la République, de l'anti-franquisme, des maquis, sont décédés avant même que ne s'engage l'actuelle bataille mémorielle, dont les éléments moteurs sont les quelques survivants et la génération des petits-fils. La mémoire historique est devenue en Espagne un incontournable élément politique. L'Espagne a besoin de cette « mémoire longue »<sup>5</sup> chère à Jean Cassou, car « l'homme est avant tout mémoire, qui lui explique son passé et l'éclaire sur les choix de son avenir, bref dessine son destin »<sup>6</sup>.

10

## **La transition « desmemoriada »**

L'oubli du passé ne fut pas une maladie, mais le résultat d'une stratégie de toutes les grandes forces politiques espagnoles.

On sait désormais que le *golpe* et sa violence faisaient partie d'un même « plan d'extermination ». « Nettoyer », « éradiquer », « liquider », « épurer », « exterminer », constituaient des lieux communs des discours de Franco, Mola, Queipo de Llano, etc. Il fallait en finir non seulement

---

<sup>2</sup> *El País*, 24/10/2010.

<sup>3</sup> Sondage Publiscope, Barcelone, *Público*, 10/05/2010.

<sup>4</sup> Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, p. 1.

<sup>5</sup> Jean Cassou, *La mémoire courte*, Paris, Mille et une nuits, 2001, p. 8.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 7.

avec le gouvernement de Front populaire, avec la République, mais aussi avec ses piliers (syndicalistes, enseignants...), ses soutiens sociaux (prolétaires, ouvriers agricoles...), avec toute utopie sociale... D'où, dans les régions où triomphe le *golpe*, l'acharnement à anéantir les vaincus, à les faire disparaître, à refuser même le deuil à leur famille, la politique de la terre brûlée. Dès le déclenchement du *golpe*, la terreur, planifiée, systématisée, encouragée par les dirigeants, fut l'instrument principal des putschistes. « Franco a décidé d'avancer lentement pour qu'il ne puisse jamais plus y avoir un retour en arrière. »<sup>7</sup> Les classes dominantes espagnoles entendirent écarter à tout jamais tout projet de transformation sociale, fût-il modéré comme la République. Il y a peu de cas dans l'histoire où la répression, après un conflit, ait été quasiment aussi terrible que durant ce dernier. 50 000 Républicains furent exécutés après le 1<sup>er</sup> avril 1939. Jusqu'aux années 1960, la politique impitoyable de « revanche sociale », pour effacer l'Espagne républicaine, plonge le pays dans l'horreur. Durant la guerre, comme après, la répression franquiste apparaît très connotée sociologiquement : il s'agit d'une répression de classe, de la vengeance des possédants. L'Espagne républicaine remplit les camps, les bagnes, les prisons, les fosses communes, l'exil, et sombre dans le néant. Elle est dépouillée, humiliée, affamée, niée, alors que les vainqueurs honorent leurs morts, les hissent jusqu'aux autels des églises, distribuent à leurs familles pensions, prébendes, emplois... La « sainte croisade », décrétée par l'Église catholique, entend éradiquer cette « anti-Espagne », cette République intrinsèquement « diabolique ». Franco voulait qu'il n'y ait plus jamais en Espagne de perspective démocratique.

Pour les franquistes, l'écrasement des vaincus, leur humiliation sociale, leur spoliation, relevait de la nécessaire « expiation de leurs péchés »<sup>8</sup>. Ils combattaient au nom de Dieu, contre les « infidèles ». À la fin des années 1940, avec la liquidation des « maquis », disparaissent les derniers réduits républicains et la dictature se consolide. Avec la « Guerre froide », Franco, « sentinelle de l'Occident », devient un allié du camp occidental, garant du refoulement du communisme.

Dès la fin des années 1940, les premières grèves (Barcelone, Pays basque...) portent sur la survie, les salaires, les conditions de travail, déconnectées de toute perspective républicaine. La dureté du régime, la nécessité d'élargir les fronts de lutte, placent peu à peu « la démocratie » comme revendication principale, avant la

---

<sup>7</sup> Paul Preston, *La guerra civil española*, Barcelona, Debate, 2006, p. 313.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 317.

République. Au nom de cette conquête prioritaire de la démocratie, le Parti Communiste d'Espagne, colonne vertébrale de l'anti-franquisme, relègue au second plan les crimes franquistes et la question républicaine. À partir de 1956, le PCE met en œuvre une politique de «réconciliation nationale», ratifiée par le plénum du Comité central d'août 1956<sup>9</sup>; elle débouche sur «la transition» sans rupture, présentée comme «modélique», l'acceptation par la direction du parti (sans consultation des militants) de la monarchie et de son drapeau, au printemps 1977 (Franco meurt le 20 novembre 1975).

12

Les années 1976-1978 furent celles du «pacte de l'oubli», du «pacte du silence». La loi d'amnistie, approuvée le 15 octobre 1977, absout à la fois les militants anti-franquistes emprisonnés, et leurs bourreaux; elle «pardonne» les combattants républicains, coupables de «rébellion» pour avoir défendu un gouvernement légal, et les putschistes, les tortionnaires. La droite et la gauche décident, en quelque sorte, au nom du rétablissement de la démocratie, d'effacer les responsabilités, de tirer un trait sur le passé franquiste, comme s'il n'avait jamais existé. Par cette amnistie injuste, inégale, les franquistes coupables de violations des droits humains obtiennent l'impunité; et le franquisme s'auto-amnistie. Les élites économiques, politiques, sociales, hier franquistes, deviennent, du jour au lendemain, démocrates. Alors que l'Allemagne post-nazie et l'Italie post-fasciste reconnurent leurs crimes, «dénazifièrent», réhabilitèrent les victimes, en Espagne, au nom d'une fausse réconciliation nationale, les accords de la transition renoncèrent à toute «épuration», à mettre en place une «commission vérité et justice», et prétendirent effacer le passé. La loi d'amnistie, véritable loi de «point final», comme en Argentine (où l'on exporta le modèle de transition à l'espagnole!), a principalement profité à la droite espagnole. Cette dernière a voulu faire oublier que l'origine de la violence fut bel et bien un coup d'État militaire. La mémoire de la guerre comme un «conflit fratricide» a rendu possible l'amnistie. «L'amnistie ne pouvait pas se réduire à "on efface tout", comme si les comptes du franquisme avaient été soldés. Logiquement, l'amnistie a favorisé, jusqu'à une période récente, l'oubli des crimes de la dictature.»<sup>10</sup> Pour l'historien Julián Casanova, «il y a eu un pacte de l'oubli, c'est vrai, mais parce que la gauche elle-même ne

---

<sup>9</sup> Nicolas Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, Madrid, Éd. Espasa Calpe, 1999, p. 183.

<sup>10</sup> Carlos Jiménez Villarejo, ex procureur anti-corruption, *El periódico.com*, 27 février 2006.

s'est pas engagée dans la bataille pour les droits de l'homme »<sup>11</sup>. Le droit international exclut notamment des lois d'amnistie les arrestations illégales et les crimes de disparition forcée. Ces disparitions relèvent du délit permanent et sont assimilées à des « crimes contre l'humanité », imprescriptibles depuis le Statut de Nuremberg (08/09/1945), et inclus dans la Convention de Genève (1949), ratifiée par l'Espagne le 04 août 1952. Les forces sociales et politiques en présence n'ignoraient pas cette imprescriptibilité. L'oubli ne relève donc ni de l'amnésie ni de l'ignorance, mais bel et bien de décisions politiques à des fins de consensus politique et social. Pour les acteurs de la transition, il fallait dépolitiser, désidéologiser, afin de permettre l'après-franquisme, et de ne pas se couper des « nouvelles couches moyennes ». Ainsi fut mise sous étouffoir non seulement la mémoire mais toute la société civile espagnole, la culture démocratique nécessaire à tout processus post-traumatique. « Les vaincus de la Guerre civile furent aussi les vaincus de la démocratie. »<sup>12</sup>

### **La transition n'est plus « modélique »**

13

Grâce au travail des historiens progressistes, à l'engagement de romanciers comme Rafael Chirbes, Isaac Rosa, Benjamin Prado, Alfons Cervera, Dulce Chacón, Almudena Grandes... et au vigoureux mouvement mémoriel, la transition n'est plus « intouchable », même si les « transitionnalistes » la défendent bec et ongles, voire avec agressivité pour certains. La confrontation historique et idéologique porte sur les thèmes récurrents : l'équidistance entre franquistes et républicains, le renvoi dos à dos, etc. Des intellectuels, des journalistes, des historiens glissent vers le révisionnisme au nom de « l'équilibre de la mémoire ».

L'ex-dirigeant du PSOE et ex-président de la Communauté de Madrid, Joaquín Leguina, a écrit une chronique<sup>13</sup> qui vole lourdement au secours de la transition et de tous ses acteurs, qualifiés de « généreux ». Il reprend l'idée éculée, réfutée par la plupart des historiens, selon laquelle il est très clair que dans les deux « bandos » (camps) on pratiqua un furieux « nettoyage ethnique ». Il va jusqu'à affirmer que la gauche comme la droite, durant la République, « renia la démocratie et opta pour une "dérive

---

<sup>11</sup> Julián Casanova, *Courrier International*, 31 août-6 septembre 2006, n° 826.

<sup>12</sup> José Vidal Beneyto, *El País*, Madrid, 26/11/2005.

<sup>13</sup> *El País* du 24/04/2010.

révolutionnaire” ». On retrouve ce même travers chez Javier Cercas, auteur de l’ambigu *Soldats de Salamine* qui concède à la droite une « raison morale » et défend la dignité du fasciste <sup>14</sup>. Dans le même journal, le 25/06/2010, l’historien Santos Juliá, inconditionnel de la transition, insiste sur la volonté partagée « d’extermination de l’ennemi », et s’inquiète du « processus d’argentinisation de notre regard sur le passé ». On sait qu’en Argentine les lois d’impunité furent abrogées par le président Kirchner alors que la loi espagnole de 1977 protège toujours l’impunité du franquisme.

L’historien Ricard Vinyes démonte le processus de mythification de la transition « non violente », entre « protagonistes respectables », et dénonce son exportabilité <sup>15</sup>.

## Le retour de mémoire

14

Refoulée, la mémoire de la République fut longtemps réduite à l’état de mémoire populaire clandestine. Les vainqueurs avaient refusé le souvenir à leurs victimes. La transition prolongea le déséquilibre de la mémoire. L’historien Francisco Espinosa parle de « suspension de la mémoire » <sup>16</sup>. Avec le rétablissement de la démocratie, de 1977 à 1981, quelques initiatives mémorielles naquirent, mais sans relais, sans écho. Dans certaines provinces espagnoles, quelques fosses communes furent ouvertes. « En 1979, lorsque la gauche gagne plusieurs municipalités, dont Madrid, des familles commencent à chercher leurs disparus. Auparavant, aucune génération ne s’y était consacrée » <sup>17</sup>. La tentative de coup d’État du 23 février 1981, le « tejerazo », accentue la peur et met fin à ces initiatives isolées. Dans ces années 1980, des recherches historiques, essentiellement locales, sur la répression, les maquis, le passé républicain..., sont menées à bien, mais ne rencontrent que peu d’écho social et médiatique. Au pouvoir depuis 1982, le PSOE accentue, pendant quatorze ans, la politique de l’oubli, l’abandon de la République et de ses acteurs encore vivants. Le choix, délibérément politique, est assumé : « Nous décidâmes de ne pas parler du passé » <sup>18</sup> reconnaît Felipe González. En 1986, le vice-président Alfonso Guerra considérait que le retour vers le passé avait « un goût de préhistoire ». Le 18 juillet 1986, à l’occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire du « golpe », le gouvernement socialiste

---

<sup>14</sup> *El País*, 06/06/2010.

<sup>15</sup> *Público*, 20/11/2010.

<sup>16</sup> Francisco Espinosa, *Contra el olvido*, Barcelona, Ed. Critica, 2006.

<sup>17</sup> Emilio Silva, fondateur de ARMH, *l’Humanité*, Paris, 7 mars 2006.

<sup>18</sup> Felipe González, *El País*, Madrid, 20/04/2001.

publia une déclaration assurant « *de son respect tous ceux qui, à partir de positions différentes à celles de l'Espagne démocratique, luttèrent pour une société différente* »<sup>19</sup>. On retrouve là le schéma révisionniste de l'équidistance, du renvoi dos à dos des franquistes et des Républicains. Il faut attendre 2001 pour que Felipe González s'autocritique : « Je me sens responsable de n'avoir pas suscité un débat à propos de notre passé historique, du franquisme et de la Guerre civile, au moment où probablement cela était le plus opportun [...] Aujourd'hui je me sens en partie responsable de la perte de notre mémoire historique, ce qui permet que maintenant la droite refuse de reconnaître l'horreur qu'a représentée la dictature. »<sup>20</sup>

En 1999, lors de l'affaire Pinochet, le dirigeant du PSOE avait critiqué ceux qui voulaient que le dictateur chilien soit jugé. C'était une nouvelle fois une défense du schéma de la transition dans l'impunité... Le 20 novembre 2002, à l'unanimité, le Congrès des députés condamna mollement le franquisme, sans référence toutefois au coup d'État. Le « retour de mémoire » a réellement commencé lors du soixantième anniversaire de la guerre d'Espagne : hommages aux Brigades internationales, etc. Ces actions marquèrent la fin du consensus mémoriel et l'émergence d'un mouvement de « récupération de la mémoire ». « La mémoire réussit obstinément à survivre à tous ses emprisonnements et la justice peut être plus forte que la peur quand on est là pour la soutenir. »<sup>21</sup>

Lors des hommages républicains de 1996, l'Espagne découvre des hommes et des femmes, hier pour la plupart invisibles, fiers de leurs combats et de leurs convictions. 1996 marque aussi la défaite électorale du PSOE. « Izquierda Unida » ne parvient pas à capitaliser le mécontentement de gauche. Après la défaite, une partie de la gauche espagnole cherche à se ressourcer, à retrouver une identité et des référents historiques. Ce désir de réappropriation n'exclut pas toutefois quelques calculs électoralistes... Le modèle politique issu de la transition et de la Constitution de 1976, en décalage avec les mutations de la société espagnole, s'essouffle.

## **Le mouvement « récupérationniste »**

Un arc-en-ciel de collectifs, d'associations, de réseaux, voit le jour. Selon l'historien Francisco Espinosa, « le franquisme a semé

---

<sup>19</sup> Francisco Espinosa, in « *Memoria y olvido* », BEDMAR, Arcángel (coord., Lucena, Publicaciones del Ayuntamiento, 2003, p. 114.

<sup>20</sup> Felipe González, Cebrián, José Luis, *El futuro no es lo que era*, p. 37-38.

<sup>21</sup> Eduardo Galeano, *Volcans*, Paris, juin 2006, n° 62.

de fosses communes le pays »<sup>22</sup>. Les recherches actuelles recensent autour de 130 000 disparus. Dans n'importe quelle province du Sud-Ouest espagnol il y a plus de disparus qu'au Chili de Pinochet (entre 3 000 et 4 000).

Le mouvement d'ouverture des fosses insupporte le Parti Populaire. Il renvoie la droite aux origines sanglantes du franquisme, au massacre originel, un génocide qui reste pour l'essentiel à étudier. Le déterrement des corps, preuve de l'implacable répression des vaincus, met en accusation la loi d'amnistie. Paradoxalement, au Chili et en Argentine, où le modèle de transition à l'espagnole a été appliqué, la société civile a obtenu la remise en cause des « loi de point final », « loi d'obéissance due », ainsi que la comparution des chefs militaires devant les tribunaux.

Le mouvement « récupérationniste » a brisé le tabou des disparus, de l'intouchable monarchie, désacralisé la transition. Il a également stimulé la recherche historique, mis à nu des sources enfouies, et provoqué la réévaluation des concepts comme la répression. Aujourd'hui, de nombreux historiens parlent de la terreur franquiste en termes de « guerre d'extermination ». « Je propose que l'on parle clairement de génocide »<sup>23</sup> avance F. Espinosa ; « on peut raisonnablement qualifier cette répression d'holocauste »<sup>24</sup>, renchérit Paul Preston. « La répression fut planifiée et méthodiquement organisée. »<sup>25</sup>

16

Contraint de composer avec lui, le PSOE cherche à canaliser ce « retour du refoulé » par quelques commémorations, essentiellement nostalgiques et émotionnelles, avec la connotation du « tous coupables ». C'est ainsi que lors de la fête nationale le 12 octobre 2004, le ministre socialiste de la Défense, José Bono, invita un vétéran de la fasciste « División Azul » à participer au défilé militaire aux côtés d'un combattant républicain, ancien de la Division Leclerc. Le PSOE ne considère pas la République comme le premier référent démocratique.

D'où les ambiguïtés du gouvernement de José Luis Zapatero. Vainqueur des élections de 2004, il avait promis, pendant la campagne, une réparation historique. Pour passer des promesses aux actes, le gouvernement créa une Commission interministérielle. Elle tergiversa pendant quatre ans, écouta « les uns et les autres »

---

<sup>22</sup> Francisco Espinosa Maestre, *op. cit.*, p. 244.

<sup>23</sup> Francisco Espinosa, in *Las fosas del silencio*, Armengou, Montse, Belis, Ricard, Barcelona, Ed. Televisió de Catalunya, 2004, p. 137.

<sup>24</sup> Paul Preston, *El País*, Madrid, 24 février 2005.

<sup>25</sup> Antony Beevor, *La guerre d'Espagne*, Paris, Calman-Lévy, 2006, p. 137-138.



(y compris ce qu'il reste de la Phalange) et proposa, en juillet 2006, un avant-projet de loi qui ne satisfait personne.

84 associations dont le PCE, Izquierda Unida, Izquierda Republicana, Unión Cívica Republicana, la Gauche républicaine Catalane, de nombreuses ARMH, exigèrent aussitôt une modification radicale de la loi.

## **La loi de mémoire historique (52/2007)**

Elle fut finalement adoptée, sans le Parti Populaire, le 31 décembre 2007. Malgré quelques avancées tardives et timorées, elle mécontenta tout le monde :

- Elle ne répond pas aux principales revendications : L'État se décharge de ses responsabilités sur les acteurs locaux dans l'ouverture des fosses communes.
- Elle ne déclare pas « illégaux » les tribunaux franquistes et n'annule pas leurs sentences.
- Le monumental *Valle de los Caídos* reste régi, aux frais des contribuables, par le Décret-loi de 1957 : une glorification des vainqueurs de la « croisade », construit par des prisonniers politiques « esclaves ».
- La loi ne dit pas un seul mot sur le vol d'enfants républicains à leurs mères disparues, exilées, emprisonnées, par la Phalange et les institutions sociales de l'Église <sup>26</sup>, environ 30 000, selon l'ordonnance du Juge Garzón. Ce terrorisme d'État s'appuya sur des lois (novembre 1940, 04 décembre 1941), qui permirent la perte de tutelle légale des parents et le changement de nom.

Au positif, la loi :

- demande la suppression de la signalétique franquiste dans l'espace public et accorde la nationalité espagnole aux fils et petits-fils d'exilés ;
- interdit les cérémonies publiques franquistes, ce qui n'a pas empêché, le 20 novembre 2010 (anniversaire de la mort de Franco), l'apologie du franquisme : messes, concerts et manifestations <sup>27</sup>.

## **La contre-offensive révisionniste**

Pour la droite espagnole, qui n'a pas véritablement rompu avec le franquisme, le retour de mémoire s'avère insupportable. Elle

---

<sup>26</sup> Montse Armengou, Ricard Belis, *Los niños perdidos del franquismo*, Plaza y Janés, Barcelona, 2002.

<sup>27</sup> *Público*, 20/11/2010.

soutient sans réserves un mouvement révisionniste né en 1999, en tant que phénomène réactionnel <sup>28</sup>, en réponse au mouvement récupérationniste. Un demi-siècle de suspension de la mémoire a permis la résurgence des vieux mythes franquistes (la guerre entre frères, la persécution de l'Église par la République, le danger communiste, la criminalisation de la République, l'évolution réformiste de la dictature, etc.). L'historien Bartolomé Bennassar tombe dans ce piège <sup>29</sup>. Antonio Elorza <sup>30</sup> lui reproche vertement sa théorie de l'égalité de responsabilité des deux camps dans la genèse du *golpe*. Ceux qui avaient cru pouvoir « amarrar » (ligoter) l'histoire, les héritiers des vainqueurs, se sentent menacés et réagissent contre ceux qui remettent en cause l'histoire officielle. Ils sacralisent la transition amnésique, renvoient dos à dos « les deux terreurs », et continuent à faire l'impasse sur le *golpe*, et la dictature. Entre 1964 et 1976, plus de 50 000 citoyens furent victimes du terrible Tribunal d'Ordre Public <sup>31</sup>. Le magistrat du Tribunal Suprême, Martín Pallín, s'exclame : « Il y avait des bons et des méchants. La dictature fut la plus cruelle du xx<sup>e</sup> siècle en Europe. » <sup>32</sup>

18

La droite espagnole (comme le PSOE d'ailleurs), considère intangibles les pactes de la transition, la loi d'amnistie... Le Partido Popular, en recyclant les vieux mythes, glisse ainsi vers des positions d'extrême droite, néo-franquistes. Selon l'écrivain Juan Goytisolo « Des airs de croisade soufflent à nouveau » <sup>33</sup>. Et comme le poids social de la droite dépasse son poids politique, l'attaque progresse. Le révisionnisme concerne l'ensemble d'une société éduquée par des manuels scolaires qui distillaient une vision franquiste et cléricale. Un tiers des Espagnols considèrent encore justifié le coup de force militaire. Dans le même temps, paradoxalement, 64% des citoyens souhaitent réhabiliter les victimes de la Guerre civile <sup>34</sup>.

Pour Paul Preston, « les révisionnistes sont aidés par la réapparition aux États-Unis d'une vision de la Guerre civile espagnole qui relève entièrement de la guerre froide et présente les vaincus

---

<sup>28</sup> Almudena Grandes, *El País*, Madrid, 25 mars 2006.

<sup>29</sup> Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, Éditions Perrin, Paris, 2004.

<sup>30</sup> *El País* du 26/11/2005.

<sup>31</sup> De Aguila, *El TPO, la represión de la libertad (1963-1977)*, ed. Planeta, Barcelone, 2001.

<sup>32</sup> *País*, 24/10/2010.

<sup>33</sup> Juan Goytisolo, *El País*, Madrid, 27 mai 2006.

<sup>34</sup> *El País*, Madrid, 18 juillet 2006.

comme des marionnettes de Moscou <sup>35</sup> ». Pour le chef de file des révisionnistes, Pio Moa, « la victoire de Franco dans la Guerre civile a sauvé l'Espagne d'une traumatisante expérience révolutionnaire » <sup>36</sup>. Les Républicains voulaient « ouvrir la porte à un système de style soviétique » <sup>37</sup>. Bartolomé Bennassar renchérit : « Qui peut oser dire ce qu'eût été l'Espagne d'un front populaire vainqueur, totalement dominé par les communistes ? » <sup>38</sup> Le récent ouvrage de l'historien américain ultraconservateur Stanley Payne <sup>39</sup> reprend tous les poncifs révisionnistes.

La « nouvelle croisade » est stimulée par l'activisme politique de l'Église et du Vatican. Dans une « Instruction pastorale », la Conférence épiscopale condamne « l'utilisation de la mémoire historique guidée par une mentalité sélective et qui ouvre à nouveau de vieilles blessures de la Guerre civile, et ravive des sentiments opposés qui paraissent dépassés » <sup>40</sup>. Une partie de la hiérarchie militaire s'inquiète des remises en cause de la transition. Le lieutenant-général José Mena Aguado, chef de l'armée de terre, fut destitué en janvier 2006 pour avoir mis en garde contre la modification du statut d'autonomie de la Catalogne, et annoncé que l'armée pourrait intervenir « si les limites de la Constitution étaient dépassées » <sup>41</sup>. Toutes ces forces conservatrices sont relayées par l'attitude revancharde du Partido Popular. En son temps, J. M. Aznar lui-même avait promu le pamphlet néo-franquiste de Pio Moa, *Los mitos de la guerra civil*. Les forces et institutions dominantes sous le franquisme ont conservé une grande influence.

19

## L'affaire Garzón

Le 16 octobre 2008, à la demande de nombreuses associations mémorielles, le juge emblématique décida d'ouvrir une instruction contre le franquisme et ses « crimes contre l'humanité ». Il promulgua une ordonnance accablante qui réduisait la loi d'amnistie à l'état

---

<sup>35</sup> Paul Preston, *op. cit.* p. 27.

<sup>36</sup> Pio Moa, *Los mitos de la guerra civil*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2004, p. 534.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 526.

<sup>38</sup> Bennassar, *op. cit.*, p. 480.

<sup>39</sup> Stanley Payne, *La Guerre d'Espagne. L'histoire face à la confusion mémorielle*, ed. du Cerf, Paris, 2010.

<sup>40</sup> Santos Juliá, « Victime et bourreau », *El País*, Madrid, 3 décembre 2006.

<sup>41</sup> *El Mundo*, Madrid, 7 janvier 2006.

de chiffon de papier. Il y était question de « plan prémédité et systématique d'extermination ». Dès lors, les médias, la droite espagnole, l'appareil judiciaire, *l'Audiencia Nacional*, le Tribunal Suprême, des juges aujourd'hui mis en cause pour leur collusion avec l'ambassade des États-Unis (affaire Télégrammes du Département d'État <sup>42</sup>) se livraient à une opération de lynchage. Le PSOE resta étrangement silencieux. Tous voulaient la peau du juge, parce qu'ils avaient tous des comptes à régler avec lui (affaires du GAL, Gürtel, etc.). La justice donna suite aux requêtes déposées contre le juge par trois groupuscules fascistes, dont l'ancienne Phalange. Celui qui avait voulu que justice passe se retrouve sur le banc des accusés pour « prévarication », victime d'une étrange coalition de forces, d'une véritable « persécution » selon les syndicats, le tout au mépris des droits de victimes. Le 18 novembre 2008, Garzón est contraint de se dessaisir du dossier; il a pourtant le soutien de plus de 50 % des Espagnols <sup>43</sup>. Le 15 mai 2010, il est suspendu par le Tribunal Suprême « pour avoir voulu enquêter sur les crimes du franquisme » <sup>44</sup>, crimes amnistiés par les articles *E. art. 2* et *F. art. 2* de la loi de 1977.

**20**

La forte implication du Partido Popular contre le retour de mémoire montre bien la dimension politique du phénomène révisionniste; il renvoie aux enjeux du présent. Après avoir décrété la « fin de l'histoire », les nouveaux révisionnistes entendent expurger le passé, le réécrire pour en occulter les luttes et les héros populaires, les utopies sociales encore vivantes aujourd'hui. Les héros deviennent des victimes manipulées, parfois même des bourreaux. L'histoire est instrumentalisée pour bannir à tout jamais l'idée de transformation sociale, celle-là même que portaient la République et le Front populaire espagnol. La contre-offensive mémorielle procède à des règlements de compte rétrospectifs avec les Républicains (et surtout les communistes). D'où leur criminalisation. Cette vaste entreprise de recomposition de l'histoire et de la mémoire sert la recomposition « libérale » du monde.

Les associations de récupération de la mémoire historique livrent un combat aux fortes répercussions sociales et politiques. Depuis quinze ans, elles ont stimulé une soif de savoir, un besoin de témoigner de la part des derniers survivants, de ceux-là même qui souvent avaient intériorisé le silence, la peur. Aujourd'hui, les derniers tabous : l'Église, l'armée, la monarchie, la réconciliation

---

<sup>42</sup> *El País*, 01/12/2010.

<sup>43</sup> *El País*, 11/04/2010.

<sup>44</sup> *El País*, 15/05/2010.

basée sur l'oubli, ne sont plus à l'abri de la critique ; la République est ouvertement revendiquée par près de 25 % des Espagnols.

## **La revendication de la République**

Le conflit mémoriel, l'affaire Garzón ont réouvert le débat monarchie/république. Le protagoniste de l'anti-franquisme et de la transition, le PCE, a changé de cap lors de son XVIII<sup>e</sup> congrès (fin 2009), et revendique aujourd'hui la Troisième République. Le 27 novembre 2010, il a tenu sa première conférence républicaine. Pour son secrétaire général, José Luis Centella, il ne s'agit pas seulement de « renverser le roi, mais de construire une alternative globale au système actuel »<sup>45</sup>.

Le PCE considère désormais la transition comme « épuisée » et l'assimile à une restauration monarchique. Selon l'ex-secrétaire général d'Izquierda Unida, Julio Anguita, « tous les partis ont agi avec opportunisme [...] Lorsque les pactes de la Moncloa (1977) ne furent pas respectés, il fallait descendre dans la rue. L'armée n'était pas le problème » (*Público*, 27/11/2010). Pour les communistes, le « revival » mémoriel ne suffit pas : il faut lui donner un contenu politique actuel. Il doit être accompagné de propositions républicaines pour aujourd'hui. Le mouvement ne peut se cantonner au seul anti-monarchisme, ou à un simple retour nostalgique à la Deuxième République. La gravité de la crise espagnole appelle une Troisième République fédérale.

Si le poids du néo-franquisme freine les nécessaires réhabilitations et réparations, il ne peut empêcher le travail de mémoire de progresser. Au cours de l'exhumation d'une fosse commune à Santaella (Córdoba)<sup>46</sup>, nous avons pu mesurer à la fois la forte implication des familles, des petits-fils, et le poids des forces conservatrices, du franquisme sociologique et idéologique, notamment au sein des institutions judiciaires, en l'occurrence le « juzgado de Montilla » ; il qui refusa d'ordonner l'identification des corps par tests ADN, malgré les preuves évidentes d'un assassinat collectif. C'était à l'aube d'un 11 septembre 1936... En 2006, pour la justice, il n'y avait pas de coupables. Mais peut-on en rester à la seule exhumation des corps, sans dénoncer les faits, le pourquoi des massacres ? Le romancier Isaac Rosa écrit : « Naît ainsi une mémoire fétichiste plutôt qu'utile ; une mémoire qui fredonne, plutôt

---

<sup>45</sup> *Público*, 27/11/2010.

<sup>46</sup> Jean Ortiz, Dominique Gautier, *Le cri du silence*, Pau, Creav Atlantique, 2006.

qu'elle n'énonce, une mémoire faite d'anecdotes et non de faits, de mots, et de responsabilités.»<sup>47</sup> Pour Fernando Magán, avocat des associations de victimes, il convient d'éviter le paradoxe de «déterrer tout en enterrant davantage»<sup>48</sup>. Chacun peut mesurer les conséquences négatives de la si longue négation de la mémoire républicaine. Le révisionnisme montre à quel point il est erroné et nocif de croire qu'il faut oublier pour se réconcilier. Assumer complètement le passé, faire mémoire et justice, c'est consolider et renouveler une démocratie espagnole bancale. Nous pensons qu'il est temps de sortir d'une mémoire sentimentale, défaitiste, victimaire, et de donner au travail de mémoire un fort contenu idéologique et politique. L'écrivain Alfons Cervera plaide pour le «dissensus», pour transformer la mémoire en connaissance, en revendication politique<sup>49</sup>.

---

<sup>47</sup> Isaac Rosa, *La mémoire vaine*, Éditions Christian Bourgois, Paris, 2006, p. 34.

<sup>48</sup> *Público*, 13/10/2010.

<sup>49</sup> Alfons Cervera, Conférence, Université de Pau, 07/10/2010.